

Profiter de la croissance pour réformer

Isabelle Bourgeois



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/716>

DOI : 10.4000/rea.716

ISBN : 978-2-8218-0854-6

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2006

Pagination : 3-4

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

Isabelle Bourgeois, « Profiter de la croissance pour réformer », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 79 | décembre 2006, mis en ligne le 17 juin 2008, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/716>

Profiter de la croissance pour réformer

En un an, le nombre de chômeurs inscrits à l'Agence fédérale pour l'emploi (BA) a diminué de 536 000, tombant à moins de 4 millions en novembre (selon les critères de l'OIT, le taux de chômage est de 7,3 %). Dans le même temps, le nombre d'actifs occupés augmentait de 343 000, et la BA de Nuremberg recensait plus 600 000 emplois vacants. Non seulement, les entreprises embauchent, mais elles créent de nouveaux emplois, majoritairement des emplois soumis à cotisations sociales. La croissance économique, qui s'établira à largement plus de 2 % sur l'ensemble de l'année selon les Instituts et le Conseil des Sages, et qui est désormais générée à parts égales par les exportations et la demande intérieure, se répercute enfin sur le marché du travail.

La croissance a atteint le marché du travail

La croissance repose sur une activité industrielle soutenue qui a gagné en vigueur depuis la mi-2005. Au premier semestre, la production manufacturière a crû de 3,2 %, et la seule industrie, de 4,0 % – les meilleurs taux enregistrés depuis le boom de 1999/2000, rappellent les Instituts. A l'est, ces taux sont encore plus élevés, y révélant la nouvelle compétitivité industrielle. Elle diffuse désormais, comme à l'ouest, dans les services aux entreprises et les transports. Dans l'ensemble du pays, ces deux secteurs ont dès lors recruté le plus, respectivement +6,8 % et +2,9 % en un an (BA). Si la branche de l'assurance, en pleine rationalisation, comprime ses effectifs (-1,0 %), et si les administrations publiques les réduisent (-0,5 %) dans le cadre de la consolidation budgétaire, le BTP semble avoir achevé sa restructuration : ses effectifs sont restés stables.

Une activité industrielle soutenue, à l'est aussi

Quant à l'emploi industriel, il ne recule presque plus (-0,3 %). C'est là le reflet d'une tendance à la stabilisation que révèle une récente étude de l'Institut de Deutschen Wirtschaft (IW) proche du BDI. La part de l'industrie dans les activités, tombée de 36,5 % en 1970 à 22,6 % en 1995, a non seulement cessé de diminuer depuis, mais enregistre une légère hausse ; elle s'établissait à 23,2 % en 2005 (données Destatis).

Emploi industriel en hausse

L'institut IW avance quatre facteurs d'explication. D'abord, la croissance de la demande de services se ralentit nettement depuis 1995, du fait notamment de la forte modération salariale des dix dernières années ; dans la consommation privée, les dépenses pour les services et les biens ont une part à peu près équivalente (52 % contre 48 %). Ensuite, au fil des mutations, l'industrie s'est transformée en une « industrie de services » caractérisée (voir REA 58/02) : la production, et encore moins la vente de biens industriels, ne peuvent se concevoir sans un ensemble de services liés (conseil, financement, marketing...). Après une phase initiale d'externalisation des services liés à la production, ceux-ci, considérés dorénavant comme stratégiques pour la compétitivité des entreprises dans un marché mondial hautement concurrentiel, sont à nouveau intégrés. Autrement dit : l'économie allemande s'est tertiarisée *sans se désindustrialiser*.

Une tertiarisation sans désindustrialisation

Troisième facteur : la spécialisation au niveau de la chaîne de production. Les segments à forte intensité de main d'œuvre sont largement délocalisés (la part des PECO est stable depuis 2000), ce qui permet de comprimer les coûts pour mieux investir dans les segments exigeant une main d'œuvre qualifiée, c'est-à-dire les plus innovants. Cette stratégie de « différenciation par la valeur ajoutée » (voir REA 70/05) permet d'accroître la compétitivité des entreprises ; par-delà, les délocalisations contribuent indirectement à sauvegarder l'emploi domestique. Enfin, dernier facteur : l'impératif de la compétitivité-prix d'une industrie exposée à une forte concurrence mondiale, de même que l'appréciation du DM, puis de l'Euro par rapport aux autres monnaies – de quelque +100 % depuis les années 1970 –, ont forcé à réaliser des gains de productivité accrus. Entre 1991 et 2005, la productivité horaire dans l'industrie a ainsi augmenté de 3,3 % par an.

La concurrence mondiale dope l'innovation et la productivité de l'industrie allemande

On comprend dès lors l'optimisme serein des milieux industriels allemands (mesuré par l'indice ifo) face à l'appréciation de l'euro ou à la flambée des prix des matières premières. Les exportations ne devraient guère se ressentir elles non plus du ralentissement prochain de la demande américaine ou européenne ; les carnets de commande de l'industrie sont largement remplis. Et, depuis quelques mois, les commandes domestiques tirent elles aussi la production industrielle, au point que les entreprises investissent pour étendre leurs capacités.

Euro fort et hausse des matières premières l'affectent peu

Dans ce contexte, le moral des ménages s'est nettement amélioré, et la consommation a redémarré (+0,9 % en 2006, selon les instituts et le Conseil des Sages), bien que sa hausse, plus nette depuis le milieu de l'année, s'explique en partie par l'anticipation de l'achat de biens de consommation durables à l'approche de la hausse de la TVA. Mais comme leur pouvoir d'achat n'a guère progressé du fait de la forte modération salariale,

La croissance soutient le moral des ménages

les Allemands ont puisé dans leurs bas de laine : pour la première fois depuis 2000, le taux d'épargne a baissé (il sera de 10,4 % sur l'ensemble de l'année au lieu de 10,7 %, selon les Sages). L'an prochain, leurs dépenses de consommation devraient stagner car la hausse de la TVA, conjuguée à l'abrogation de réductions fiscales, devrait absorber la progression des revenus nets provoquée par la baisse des cotisations sociales (objectif de la hausse de la TVA) ; les Instituts estiment que les revenus réels des ménages baisseront de 0,1 %. Le Conseil des Sages, bien que prudent face aux conséquences d'une hausse de la TVA sans précédent, se montre un peu plus optimiste (la consommation croîtra de 0,3 %), estimant que la reprise des activités et, plus encore, l'embellie sur le marché de l'emploi soutiendront le moral des ménages.

Prévisions du rapport d'automne 2006 des instituts de conjoncture et du Conseil des Sages

Instituts					Conseil des Sages	
	2004	2005	2006	2007	2006	2007
<i>(variation en % par rapport à la même période de l'année précédente)</i>						
PIB	1,2	0,9	2,3	1,4	2,4	1,8
Consommation privée	0,1	0,1	0,9	0,0	0,9	0,3
Consommation publique	-1,3	0,6	1,2	0,7	0,9	0,5
Investissements bruts en biens d'équipt. biens d'équipement.	-0,4	0,8	3,9	3,4	4,4	3,6
	4,2	6,1	6,8	5,8	6,9	6,0
Demande intérieure	0,0	0,5	1,7	0,7	1,8	1,0
Exportations	9,6	6,9	10,0	6,2	10,2	6,6
Importations	6,9	6,5	9,7	5,2	9,9	5,3
Prix à la consommation (2000 = indice 100)	1,6	2,0	1,7	2,3	1,7	2,3
Coûts salariaux unitaires	-0,4	-1,1	-1,2	0,1	-1,4	-0,5
<i>(état)</i>						
Déficit public en % du PIB	-3,7	-3,2	-2,4	-1,4	-2,2	-1,5
Dette publique (en milliards €)	-82,5	-72,6	-55,4	-32,9	-51,7	-35,0
Actifs (en millions)	38,8	38,7	38,9	39,2	39,0	39,3
Chômeurs indemnisés (en millions)	4,4	4,9	4,5	4,3	4,5	4,3

Source des données : Rapport d'automne des six instituts de conjoncture, en date du 17-10-2006 (les prévisions 2006 et 2007 prennent pour hypothèse un prix moyen du baril de Brent de 60 \$, un taux de 1,28 \$ = 1 €, et une croissance du commerce mondial de 8,5 % puis de 7,2 %) et Rapport annuel du *Sachverständigenrat* en date du 08-11-2006 (les prévisions 2007 prennent pour hypothèse un prix moyen du baril de Brent de 65 \$, un taux \$/€ se maintenant au niveau atteint à l'automne 2006, et une politique monétaire neutre).

Le retour de la croissance permet enfin à l'Allemagne de respecter le Pacte de Maastricht. Or cela est dû presque exclusivement à une hausse des recettes fiscales, ce qui amène les Instituts à rappeler au gouvernement la nécessité d'une politique « *nettement plus ambitieuse* » en matière de réduction des dépenses publiques. La consolidation requiert aussi de remettre à plat le fonctionnement du fédéralisme financier en se basant sur le verdict rendu par le Tribunal constitutionnel fédéral à propos de la situation budgétaire de Berlin (voir dans ce numéro), rappellent les Sages. Le retour de la croissance renforce le risque d'un retour à l'immobilisme ; les indicateurs conjoncturels favorables pour 2006 comme 2007 « *ne doivent pas servir d'alibi* », renchérissent-ils.

L'ALLEMAGNE COMMENCE A RECUEILLIR LES FRUITS des réformes précédentes. Il faut poursuivre. Bien qu'ayant annoncé des chantiers d'envergure, la grande coalition « *ne semble pas en mesure de se mettre d'accord sur un principe-clef de toute bonne politique économique, à savoir réduire l'intervention de l'Etat là où le marché offre de meilleures solutions, en laissant les acteurs exercer leur responsabilité* ». Ce verdict féroce (et unanime) des Instituts est partagé par le Conseil des Sages qui regrette le temps perdu à formuler des compromis « *sur le plus petit dénominateur commun* ».

Les décisions sur la réforme du financement de l'assurance maladie (voir dans ce numéro) « *étaient une erreur* » (Conseil des Sages). Les Instituts « *considèrent avec inquiétude* » la discussion actuelle sur la création d'un salaire minimum ou l'extension des subventions salariales (voir dans ce numéro). Ils appellent les partenaires sociaux à poursuivre leur cap de modération salariale ; les revendications prévisibles après la hausse de la TVA ne doivent pas faire oublier la priorité : la flexibilisation du marché du travail. Quant à l'esquisse de la réforme de la fiscalité des entreprises, elle reste loin des recommandations fournies par les experts dans de nombreux rapports. Les Sages en concluent que la politique du gouvernement n'est qu'un « *assemblage de mesures sans vision d'ensemble* ». Et les Instituts rappellent que, « *si le gouvernement ne parvient pas à [en] expliquer la logique d'ensemble, l'opinion ne soutiendra plus les réformes* ». Le gouvernement Merkel dispose d'un an pour mener des réformes de fond ; ensuite, il sera trop tard, l'année 2008 comprenant une série d'importantes échéances électorales.

Isabelle Bourgeois (04-12-2006)